FO HAUTE-SAVOIE

Edition d'avril 2014 du bulletin de l'Union Départementale des Syndicats CGT-Force Ouvrière

Un 1er Mai de Combat

Par Stéphane Renaud, Secrétaire Général

Le 1er mai est d'abord une journée internationale de solidarité et de revendications. C'est donc le moment d'adresser le salut fraternel de FORCE OUVRIERE à l'ensemble des travailleurs du monde entier. Cette année encore, que ce soit à Djibouti, au Qatar, au Bangladesh ou en Tunisie, les syndicalistes sont toujours la cible de menaces et d'oppressions. En effet, les atteintes et les menaces à la liberté syndicale sont nombreuses et sont à dénoncer haut et fort.

Cette année, le 1er mai c'est aussi l'occasion d'appeler à combattre l'austérité, ce qui constitue une urgence sociale et démocratique à tous les niveaux.

Ce 1er mai se situe au lendemain certes d'un changement de Premier ministre et d'un remaniement, mais force est de constater que ces deux événements n'ont eu aucune conséquence sur l'urgence d'un changement de politique économique.

Ce 1er mai, jour de rassemblement des travailleurs est donc l'occasion pour notre organisation de réaffirmer avec force et cohérence nos positions et revendications, et notamment notre refus du pacte de responsabilité et de la réduction de 50 milliards d'euros de dépenses publiques qui en découle.

Car pour nous, il s'agit bien là de la continuité d'une politique économique et sociale qui aggrave l'austérité. FO le répète, l'austérité est un triple suicide : économique, social et démocratique. Nous revendiquons ainsi une autre politique économique pour l'emploi et les salaires. Cela signifie une augmentation des salaires dans le privé et du point d'indice dans le public, mais aussi des aides non pas générales mais ciblées, aux entreprises, conditionnées et contrôlées avec de réelles contreparties en termes d'emploi et de salaire.

Cela nécessite aussi la réforme fiscale d'envergure que FO revendique depuis longtemps. Cela nécessite enfin d'arrêter les coupes aveugles dans les missions et les effectifs des services publics. Mes chers camarades, il y a donc de quoi être inquiet !

Car la tournure des événements imposés par l'actuel gouvernement ne fait qu'empirer les choses

Les décisions prises et annoncées par le gouvernement Valls vont amputer de manière importante le pouvoir d'achat de tous : jeunes, actifs et retraités, secteur privé comme secteur public ! C'est un non-sens sur le plan économique, c'est une régression sans précédent au niveau social

Et que dire alors, dans un tel contexte, des annonces récentes du président du Medef qui avec l'oreille compatissante du gouvernement ose proposer l'instauration d'un sous-smic pour les jeunes et moins jeunes qui cherchent un emploi ! C'est une provocation de plus mes chers camarades ! C'est une provocation de plus à laquelle il faut rajouter celle du ministre Laurent Fabius qui veut demain libéraliser le travail du dimanche. Alors oui, trop c'est trop !

Mais comme vous pouvez le constater, la résistance et la vigilance sont à nouveau à l'ordre du jour et nous profitons de ce 1er mai pour réaffirmer nos positions en toute liberté et indépendance. A savoir notre opposition au pacte de responsabilité, et notre opposition au pacte budgétaire européen qui sont les deux faces d'une même pièce.

Ainsi et dès demain, pour faire face aux attaques sans précédent contre le service public et ses agents, la seule réponse est la grève et à commencer par celle du 15 mai prochain pour la défense du statut, des missions et de l'amélioration du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

En ce 1er mai, la confédération FO appelle ainsi tous les salariés du privé comme du public à résister, à savoir dire non, à relever la tête, à dire oui au progrès social et à la république.

Face à l'axe Gattaz - Hollande - CFDT, **opposons la force déterminée des travailleurs actifs, chômeurs et retraités.**

Vive le 1er mai ! Vive un 1er mai de combat !

Défense des Services Publics : l'UD en meeting

Le 17 avril dernier à Cran-Gevrier, l'Union Départementale Force-Ouvrière Haute-Savoie conviait ses adhérents à débattre en présence de Christian Grolier, secrétaire général de la Fédération Générale des Fonctionnaires.

Devant des camarades venus nombreux, Stéphane Renaud, Secrétaire Général de l'UD, a tout d'abord fait le point sur le dispositif syndical actuellement mis en place au sein des communes, avec en ligne de mire les élections qui auront lieu cet automne dans la Fonction publique, rappelant au passage la 1ère place occupée par FO dans la Fonction Publique d'Etat.

Christian Grolier s'est ensuite attardé sur un contexte particulièrement chaud pour la Fonction Publique et les salariés en général, revenant sur la prise de fonction du nouveau premier ministre et sa fuite en avant vers l'austérité. "Ayrault ou Valls, ça ne changera pas la donne. Dans tous les cas, le pacte budgétaire européen nous oblige non pas à 3%, mais 0,5% de déficit ! Bien sûr, il y a un impact direct sur le service public, mais cela va au-delà : tout le monde, même Sarkozy en son temps, était d'accord pour dire que le service public avait joué le rôle d'amortisseur social pendant la crise."

Protection sociale et Service Public :
piliers de la République

Coté condition de travail, les fonctionnaires ne sont pas en reste : "Malgré les annonces de "redéploiement", les conditions de travail se dégradent dangereusement dans de nombreux ministères. L'Ecologie, les Finances... Ce sont autant de victimes de dépressions et de suicides." D'autant que le salaire moyen, affiché à 2.500€, est au mieux un mythe, au pire un mensonge éhonté. "Régulièrement, on nous sort un nouvel indicateur aux initiales étranges pour nous dire que les salaires augmentent. Vraiment ? Pourtant l'INSEE affirme que le pouvoir d'achat baisse. Salaires gelés (depuis 8 ans, et jusqu'en 2017 !), moins de primes, et plus de travail en étant moins nombreux... Logique !

Et de s'insurger contre la doctrine actuelle, qui voudrait que le statut de fonctionnaire ne concerne que les fonctions "régaliennes" de l'Etat : "Dans ce cas là, on arrive à 800 000

agents, on divise par 3 ! Les autres, on en fera des contractuels de droit public, pour sortir leurs retraites du budget de l'Etat... Car au-delà de la protection apportée par le statut de fonctionnaire, c'est aussi un des symboles de la République et de ses valeurs : le fonctionnaire accueille l'usager quelque soit son niveau social ou ses revenus."

Notre moyen d'action ? La grève. Âpre, difficile, et contestée. Mais qui, pour Christian Grolier, prenait tout son sens dans la bouche de Marc Blondel, récemment disparu : " C'est le seul moyen pour le salarié d'exprimer son mécontentement. Le premier pénalisé, c'est le salarié, parce qu'il perd son salaire ! C'est une action de dignité : ce sont des salariés qui n'en peuvent plus de ne plus être respectés. C'est un peu soulever les chaînes : c'est un moment de liberté, on en est fier, et on montre au patron que quand on est pas là, ça ne marche pas." Pour Stéphane Renaud : "Faire la grève n'est pas anodin, on prend toujours un risque. C'est un dernier recours ! On nous classe abusivement dans le camp des contestataires, alors que nous sommes tout autant réformistes ! Dans le sens où nous, nous signons seulement les accords que nous estimons favorables aux salariés. Nous sommes simplement pragmatiques. La grève est un acte de courage et de dignité."

Avant de conclure sur le futur immédiat. "Un mot sur les élections : pour la première fois, nous aurons 5,5 millions de votants dans les trois volets de la fonction publique. Il est important de rappeler que ces élections servent aux droits et moyens du syndicat. D'autant que nous sommes les seuls à défendre la fonction publique statutaire, et la cohésion sociale qui va avec !"

Un discours écouté et apprécié qui, au terme d'un échange constructif avec les camarades présents, a laissé place au traditionnel buffet de l'amitié.

FORCE OUVRIERE HAUTE-SAVOIE

Rédaction-Administration :
UD-FO Maison des Syndicats
29, rue de la Crête
74960 Cran-Gevrier
Tél 04 50 67 40 15
Fax 04 50 67 19 45

secretariatudfo74@wanadoo.fr
http://fo74.blogspot.fr

Directeur de Publication : Stéphane RENAUD
Rédacteur en chef : Julian MARQUES

Facebook : Force Ouvrière Haute-Savoie
Twitter : FO Haute-Savoie

Actualité sociale : Dassault Aviation

Pour les habitants de la région, le domaine de l'usine Dassault fait partie du paysage : un grand espace vert grillagé, dominé par une rangée de bâtiments silencieux que les nombreux automobilistes de passage sur la route d'Argonay observent avec respect.

Car si le site existe depuis 1962, il n'en reste pas moins auréolé de mystère pour le grand public, qui sait finalement peu de chose du groupe Dassault Aviation. La faute aux secrets technologiques et militaires bien sûr, mais pas seulement, son activité première (l'aviation civile haut de gamme) s'adressant à une clientèle ultra-élitiste. Et ici, point de décollage en fanfare pour attirer les foules... (voir encadré).

"Il y a peu de chance que vous puissiez voir un avion atterrir ici !", plaisante Lionel Bocquet, Délégué Syndical FO, qui nous reçoit ce mardi au local syndical en compagnie de son équipe, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle. Le site compte prêt de 460 employés, en diminution progressive au fil des années. "Nous étions 550 il y a quinze ans, mais le plus inquiétant reste la part de plus en plus importante accordée à la sous-traitance, qui remplace même l'intérim..." Bref, un grand classique industriel.

Si au sein du groupe le contexte reste difficile, les camarades FO sont parvenus à maintenir leur représentativité sur le site d'Argonay, au terme d'une rude bataille électorale qui les prive de Comité d'Entreprise pour deux petites voix. Une quasi-performance, face à la domination historique du syndicat majoritaire, dont la "bienveillance" à l'échelle nationale fait bien sûr des émules au niveau local. "L'année dernière, lors des négociations obligatoires, la direction avait proposé 2,3% d'augmentation salariale, ce que les salariés ont massivement dénoncé : la grève a duré prêt de 6 mois ! Cette année, on nous propose 1% d'augmentation... et la CFDT signe !"

Difficile à admettre pour des camarades Force Ouvrière libres et indépendants, et pour lesquels seul l'intérêt premier du salarié doit déterminer l'issue d'une négociation. Qu'à cela ne tienne : si le syndicat poursuit sa phase de transition suite à de récents départs en retraite, il ne manque pas d'ambition pour les élections de cet automne. "Bien sûr, nous allons

conserver notre représentativité ! Mais nous ferons ce qu'il faut pour être au CE."

Le mot de la fin revenant à Stéphane Renaud, Secrétaire Général et présent pour l'occasion : "Le gouvernement change, mais pas notre ligne de conduite, pas plus que nos revendications ! Pour nos syndicats, c'est un gros travail de fond, mais nous avons des résultats très positifs, notamment sur Annemasse. Et bien sûr, l'Union Départementale est là pour vous aider. A nous de profiter de cette dynamique !" A défaut d'avion, c'est un syndicat qui risque bien de prendre son envol... Rendez-vous en novembre !

L'histoire de Dassault Aviation, vieille d'un siècle et riche en prouesses technologiques, est le témoin de l'Histoire de France militaire du XXe siècle. De la création de la Société d'Etude Aéronautique par Marcel Bloch en 1918 aux performances récentes du Rafale, la multinationale est aujourd'hui un des derniers bastions industriels hexagonaux. Sa page wikipédia particulièrement fournie (grâce, sans doute, à quelque contributeur institutionnel) nous précise d'ailleurs que le groupe aéronautique est le dernier de sa catégorie à demeurer sous le giron familial de son créateur, à hauteur de plus de 50%. Contrairement aux idées reçues, l'aviation militaire n'est pas son activité principale : les avions d'affaire (dont le célèbre Falcon) représentent ainsi 71% de l'activité du groupe, un marché dont il occupe la troisième place mondiale derrière ses concurrents américains et canadiens. Quant au site d'Argonay, il compte aujourd'hui prêt de 460 salariés et produit les équipements mécaniques et électroniques des systèmes de commandes de vol des avions civils et militaires.

Vie de l'UD

Compte-rendu de l'Assemblée Générale de l'Union Départementale des Retraités FO de Haute-Savoie

L'Assemblée Générale de l'UDR 74 qui s'est réunie à MEYTHET le 3 avril 2014 était présidée par Didier BOURSIER, membre du bureau de l'Union Départementale.

Après un tour de table où chaque participant s'est présenté, dans la mesure où de nouvelles têtes sont venues étoffer l'UDR 74, Didier BOURSIER a fait un tour d'horizon de la situation économique et sociale, en commentant en particulier le fameux pacte de responsabilité du gouvernement qui remet en cause gravement les services publics et la Sécurité sociale.

Didier BOURSIER a rappelé l'opposition ferme de FO à ce pacte en indiquant qu'il était hors de question pour notre organisation de s'inscrire dans un quelconque pacte, « véritable marché de dupes », qui a comme objectif de donner 30 milliards d'euros de cotisations aux patrons, et de liquider purement et simplement 50 milliards de dépenses publiques.

Faisant le lien avec le pacte de responsabilité, un échange a eu lieu sur la situation des retraités, et plus particulièrement sur la prise en charge des personnes âgées dans les maisons de retraite et autres établissements accueillant des personnes âgées de l'agglomération annécienne, ainsi que sur le manque de personnel dans ces établissements et la précarité d'une part importante de salariés.

Décision a été prise de se pencher très sérieusement sur cette situation, et d'engager une réflexion et une action, en relation avec l'UD et le groupement FO des services publics et de santé.

L'Assemblée Générale a procédé ensuite au renouvellement du bureau et du Conseil d'Administration : Marius DEAGOSTINO (qui a présidé pendant plus de 20 ans le secteur des Retraités de l'UD) souhaitant passer la main, un nouveau président a été élu en la personne d'Alain COLLARD. La secrétaire Évelyne MOISY et le trésorier Roger MONTESSUIT ont été reconduits à l'unanimité.

Sur proposition du président, Marius DEAGOSTINO a été élu à l'unanimité président d'honneur.

L'Assemblée Générale s'est terminée par un apéritif et un repas apprécié de toutes et de tous, le président sortant Marius DE AGOSTINO offrant le champagne pour clore dans l'amitié (et avec modération) cette sympathique réunion.

L'AFOC S'ADRESSE A VOUS !

Nous sommes dans la période de renouvellement des représentants des locataires dans les H L M. Aux élections de 2010, l'AFOC a obtenu 2 sièges : un pour Léman Habitat, un pour Haute-Savoie Habitat.

Aujourd'hui, je m'adresse à tous les adhérents habitant dans des logements sociaux et aussi à ceux qui veulent s'investir pour nous aider dans cette action. Je rappelle que le renouvellement des administrateurs et des membres représentant l'AFOC dans les commissions s'effectue tous les 4 ans. Je compte sur vous pour nous faire part de votre candidature et de votre participation pour mener à bien cet engagement. En ce qui me concerne, je souhaite que l'AFOC garde ses deux sièges et pourquoi pas davantage. Le bureau et le conseil d'administration vous souhaite bonne route pour 2014.

François Garofalo, secrétaire de l'AFOC 74

Union locale d'Annecy :
12 rue de la République, 74000 Annecy
04 50 45 23 76

Union locale d'Annemasse :
7 rue du Môle 74100 Annemasse
04 50 95 67 37

Union locale de Thonon-les-Bains :
6 montée de Crête, 74200 Thonon
04 50 26 09 19

Union locale de Cluses :
7 rue Paul Verlaine, 74300 Cluses
Les 1er et 3e mercredi du mois 14h/17h
et au 04 50 18 20 18

Union locale de Rumilly :
Maison de l'Emploi et de la Solidarité
25 rue Charles de Gaulle, 74150 Rumilly
04 50 64 82 84

Union départementale :

*UDFO74, 29 rue de la Crête, 74960 Cran-Gevrier
04 50 67 40 15
*AFOC : lundi 14h/17h à l'UD sur rdv
et au 07 88 38 01 80
*Juridique : à l'UD sur rdv

AFOC de Cluses : lundi et mercredi 14h/17h,
vendredi 9h/12h